

Accord collectif

IDCC : 9651. – **EXPLOITATIONS AGRICOLES DE POLYCLTURE,
D'ÉLEVAGE, DE VITICULTURE, CHAMPIGNONNIÈRES, CUMA,
ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES, MARAÎCHERS
ET PRODUCTEURS LÉGUMIERS
(HAUTES-PYRÉNÉES)
(6 juillet 1972)**

(Etendue par arrêté du 20 février 1973,
Journal officiel du 17 mars 1973)

ACCORD DU 6 FÉVRIER 2007 (1)
**RELATIF AUX GARANTIES DÉCÈS, INCAPACITÉ TEMPORAIRE
ET INCAPACITÉ PERMANENTE**
NOR : *AGRS0797089M*
IDCC : *9651*

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles des
Hautes-Pyrénées ;

La fédération départementale des CUMA ;

Le syndicat départemental des entrepreneurs de travaux agricoles et
ruraux ;

La confédération paysanne des Hautes-Pyrénées,

D'une part, et

La fédération départementale de l'agriculture CFDT ;

La fédération départementale des travailleurs de l'agriculture CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Objet

Le présent accord a pour objet l'attribution de prestations complémentaires
s'ajoutant aux prestations légales servies par la caisse de mutualité sociale
agricole en cas de décès du salarié, d'arrêt de travail pour cause de maladie
ou d'accident de la vie privée, de maladie professionnelle ou d'accident du
travail.

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

Article 2

Prestations

a) En cas de décès

Le règlement AGRI-Prévoyance, annexé à l'accord d'adhésion du 6 février 2007, détaille les prestations prévues par l'accord :

- versement d'un capital décès égal à 100 % du salaire annuel de base aux ayants droit, avec une majoration de 25 % par enfant à charge ;
- versement d'une rente éducation pour orphelin entre 0 et 18 ans et, sous réserve de scolarisation, jusqu'à 25 ans ;
- versement d'une indemnité frais d'obsèques en cas de décès du conjoint ou d'un enfant de l'assuré.

Risques exclus

Sont couverts tous les risques décès à l'exclusion de ceux résultant :

- de la guerre ;
- du fait volontaire du bénéficiaire.

Invalidité absolue et définitive

Est assimilée au décès, l'invalidité absolue et définitive interdisant au salarié toute activité rémunérée et lui permettant de bénéficier de l'assistance d'une tierce personne au sens de la législation des assurances sociales agricoles ou des accidents du travail agricole.

Dès lors que la preuve de cette invalidité avec tierce personne a été fournie à AGRI-Prévoyance, le participant recevra par anticipation le montant du capital garanti en cas de décès, payable en 24 mensualités.

Maintien de la garantie décès

En cas de non-renouvellement ou de résiliation de l'accord, la garantie décès est maintenue pour le personnel en arrêt de travail pour maladie, accident, invalidité bénéficiant de prestations d'incapacité de travail ou d'invalidité.

b) En cas d'incapacité de travail temporaire

Le montant de l'indemnisation complémentaire aux indemnités journalières légales est destiné à porter l'indemnisation globale du salarié au niveau de 90 % du salaire retenu pour le calcul des indemnités journalières légales pendant 135 jours et à 80 % de ce même salaire aussi longtemps que sont servies les indemnités journalières, ceci à compter :

- du 4^e jour d'arrêt, en cas de maladie ou d'accident de la vie privée ;
- du 1^{er} jour d'arrêt, en cas de maladie professionnelle ou d'accident du travail ou du trajet.

Les niveaux d'indemnisation prévus ci-dessus ne peuvent être supérieurs au salaire net d'activité qu'aurait perçu le salarié.

c) En cas d'incapacité permanente ou d'invalidité

Dès l'attribution d'une pension d'invalidité de catégorie 1, 2, 3 ou d'une rente accident du travail pour une incapacité de 2/3 au moins, une pension mensuelle incapacité permanente égale à 30 % du 12^e des salaires bruts des 4 trimestres civils précédant l'arrêt de travail est attribuée.

Article 3

Bénéficiaires

Bénéficient des prestations en cas de décès et de l'indemnisation complémentaire en cas d'incapacité tous les salariés non cadres des exploitations agricoles de polyculture, d'élevage, de viticulture, de champignonnières, de maraîchage et de production légumière, des entreprises de travaux agricoles et ruraux et des coopératives d'utilisation en commun de matériel agricole du département des Hautes-Pyrénées visées aux articles 1^{er} et 2 de la convention collective du travail du 6 juillet 1972 modifiée.

Le salarié devra fournir la justification médicale de son arrêt de travail dans les 48 heures et être pris en charge au titre du régime légal des assurances sociales ou de l'assurance accident du travail.

Article 4

Modalités d'application

Tout employeur relevant du champ d'application de la convention collective du travail du 6 juillet 1972 modifiée, précitée, est tenu d'adhérer pour ses salariés à AGRI-Prévoyance, institution choisie par les parties signataires du présent accord pour assurer la gestion de cette garantie conformément aux termes de l'accord d'adhésion signé entre elles-mêmes et AGRI-Prévoyance.

d) La garantie décès

La garantie décès est financée par une cotisation égale à 0,40 % des salaires bruts versés aux salariés définis à l'article 1^{er} ci-dessus et supportée intégralement par l'employeur.

e) La garantie incapacité de travail

La garantie incapacité de travail est financée par une cotisation égale à 1,14 % des rémunérations brutes versées à tous les salariés, à l'exception de ceux occupant des fonctions de cadre, employés par les entreprises visées à l'article 2.

Cette cotisation est supportée à hauteur de 60 %, soit 0,684 % des rémunérations brutes, par l'employeur et 40 % par le salarié, soit 0,456 %.

Les cotisations dues pour le financement de la garantie légale résultant de l'article 7 de l'accord national interprofessionnel du 10 décembre 1977 ainsi que les cotisations dues pour le financement des prestations complémentaires en cas d'accident du travail ou maladie professionnelle sont à la charge exclusive de l'employeur.

La part payée par l'employeur est majorée d'une cotisation destinée à la couverture des charges sociales dues sur les indemnités journalières complémentaires égale à 0,25 %.

Les garanties Prévoyance sont synthétisées dans le tableau ci-dessous :

Garanties

BÉNÉFICIAIRES/COTISANTS	TOUS LES SALARIÉS NON CADRES		
Incapacité temporaire Maintien de salaire/durée	Maladie 90 % pendant 135 jours puis 80 % tant que IJ légales	Accident du travail 90 % pendant 135 jours puis 80 % tant que IJ légales	
Carence	3 jours	0 jour	
Incapacité permanente	Rente complémentaire de 30 % aux invalides catégorie 1, 2 et 3 et en cas d'incapacité permanente > 66 %		
Décès	Garantie mutualisée au niveau national : capital décès 100 % du SAB + 25 % par enfant à charge + rentes d'éducation + frais d'obsèques en cas de décès du conjoint ou d'un enfant de l'assuré.		
Couverture des charges sociales	oui		
Cotisations	Employeurs	Salariés	Total
Décès	0,40 %		0,40 %
Incapacité-invalidité	0,684 %	0,456 %	1,14 %
Assurance charges sociales	0,25 %		

Article 5

Date d'effet

Cet accord prend effet au 1^{er} juillet 2007. Il se substitue aux précédents accords : l'accord en cas d'arrêt de travail du 2 décembre 1997 et l'accord en cas de décès du 17 décembre 1998, qu'il abroge à compter de cette date.

Article 6

Clause de réexamen

Le présent accord est conclu pour une durée de 1 an. Il est renouvelable par tacite reconduction sous réserve de la résiliation demandée par l'une des parties contractantes avant le septembre de chaque année d'application auprès du service régional de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de Midi-Pyrénées.

Les modalités d'organisation de la mutualisation des risques seront réexaminées à la demande des parties contractantes formulée auprès du SRITEPSA ; à défaut, l'accord fera l'objet d'un réexamen tous les 5 ans suite à inscription de ce point à l'ordre du jour de la commission mixte.

En cas de changement d'organisme assureur, il appartiendra aux parties signataires, conformément à l'article L. 912-3 du code de la sécurité sociale, d'organiser avec le nouvel assureur la poursuite de la revalorisation des prestations incapacité, invalidité et rentes éducation, au moins sur la base de l'évolution du point de retraite ARRCO.

Article 7

Dépôt et extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord, qui sera déposé en 5 exemplaires au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles des Hautes-Pyrénées.

Fait à Tarbes, le 6 février 2007.

(Suivent les signatures.)